

## ATTENTATS DE NOËL AU NIGERIA

## La police n'exclut pas la piste non islamiste

**Les autorités nigérianes enquêtaient hier sur des attaques attribuées à des islamistes qui ont fait au moins 40 morts, dont un kamikaze, le jour de Noël quand des églises ont été visées par des attentats à la bombe à la sortie de la messe de la nativité.**

Ces violences ont été condamnées par le Vatican, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne et les Etats-Unis notamment.

Le pape Benoît XVI a fait part lundi de sa «profonde tristesse» après ces attaques, en soulignant lors de l'Angelus au Vatican, que la violence mène «seulement à la douleur, à la destruction et à la mort».

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a appelé à la fin des violences au Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique avec 160 millions d'habitants également répartis entre musulmans, majoritaires dans le nord, et chrétiens, plus nombreux dans le sud.

Le gouvernement a attribué la responsabilité de trois des attaques à la secte islamiste Boko Haram : deux visant des églises et un attentat suicide contre une antenne des services secrets dans le nord-est. Une troisième église a été visée samedi soir dans le nord-est mais aucun mort

n'a été rapporté. Des habitants ont en outre indiqué lundi qu'une explosion avait eu lieu tard dimanche près d'une église de Maiduguri (nord-est), une information démentie par un porte-parole de l'armée.

L'assaut le plus meurtrier, contre l'église catholique S<sup>te</sup> Theresa à Madalla, près de la capitale Abuja, a fait 35 morts selon le dernier bilan communiqué par une source ecclésiastique, et a été revendiqué par Boko Haram.

Alors que les fidèles sortaient de l'édifice après la messe, l'explosion a fait d'énormes ravages. Certains ont brûlé dans leurs voitures tandis que d'autres, parfois mortellement blessés, se sont précipités vers un prêtre pour demander l'extrême onction.

Les attaques de Noël sont survenues après deux jours d'affrontements, jeudi et vendredi, entre des membres de Boko Haram et les forces de l'ordre dans le nord-est, qui auraient fait près de cent morts.

Le président Goodluck Jonathan a dénoncé la violence et promis que tout serait fait pour

que les coupables soient jugés. Mais les autorités ont jusqu'à présent échoué à empêcher la secte de multiplier ses attaques de plus en plus fréquentes et meurtrières.

Bien que les autorités aient accusé Boko Haram, un porte-parole de la police a indiqué lundi que l'enquête sur l'attentat de Madalla n'excluait pas d'autres pistes.

«Nous cherchons au-delà de Boko Haram car d'autres individus voulant déstabiliser le gouvernement pourraient agir au nom de Boko Haram», a dit à l'AFP Richard Oguiche.

Il a précisé que trois policiers figuraient parmi les 35 morts à l'église S<sup>te</sup> Theresa de Madalla et qu'aucune arrestation n'avait encore été menée. Le conseiller nigérian pour la sécurité, Owoye Azazi, avait pourtant annoncé dimanche que «deux des criminels ont été arrêtés, pris en pleine action».

L'explosion à l'extérieur de l'église S<sup>te</sup> Theresa avait provoqué des scènes de chaos, des jeunes en colère allumant des feux et menaçant d'attaquer un commissariat des environs. La police avait tiré en l'air pour les disperser.

L'explosion a déchiré le toit de l'édifice, fait des trous dans ses murs. Peu après Madalla, un



Photo : DR

Des policiers sur les lieux de l'attentat à Jos.

attentat a visé une église évangélique de Jos (centre), tuant un policier. A Damaturu, dans le nord-est, un kamikaze qui a lancé sa voiture contre un convoi des services de renseignement de la police (SSS) a tué trois agents et a lui-même trouvé la mort.

Une explosion avait aussi été rapportée dimanche sur un rond-point de Damaturu, où aucune victime n'a été signalée. Lundi, des centaines d'habitants aperçus aux

arrêts de bus ou attendant des taxis cherchaient à fuir cette ville. Damaturu a été en fin de semaine le théâtre d'attaques revendiquées par Boko Haram suivies de violents affrontements avec les forces de l'ordre.

Des observateurs craignent que Boko Haram, dont les actions sont de plus en plus sophistiquées, n'ait développé des liens avec la branche maghrébine d'Al-Qaïda.

## GUINÉE-BISSAU

## L'état-major de l'armée attaqué

**Le siège de l'état-major des forces armées bissau-guinéennes a été attaqué hier à Bissau par un groupe de soldats tandis que des militaires mécontents se sont déployés dans les rues de la capitale, selon des militaires et des témoins.**

Aucune source n'était en mesure d'indiquer si ces événements, qui se sont produits en l'absence du pays du chef de l'Etat et ont amené le Premier ministre à se réfugier brièvement dans une ambassade, avaient fait des blessés ou des morts.

La Guinée-Bissau connaît une instabilité chronique depuis son indépendance en 1974 et est régulièrement frappée par des coups d'Etat et des violences où l'armée joue un rôle prépondérant. On ignore cependant si les troubles d'hier allaient au-delà d'une poussée de fièvre.

Le chef des armées, le général Antonio Indjai, qui a confirmé l'attaque de l'état-major, n'a pas voulu identifier les assaillants qui, selon d'autres sources, sont des soldats,

dont des hommes de la Marine. Une source militaire a évoqué un mécontentement de soldats du à une question de salaire.

«Nous avons été surpris ce (lundi) matin par des hommes armés qui ont attaqué l'état-major», dans le quartier de Bissau Velho (centre-ville), de même que «deux autres unités militaires» situées dans la périphérie sud de Bissau, a dit à la presse le général Antonio Indjai.

«Ces hommes ont voulu récupérer des armes que nous avons dans les armureries», a-t-il ajouté, refusant de s'exprimer plus «sur la situation pour le moment».

Le général Indjai se trouvait au siège de l'état-major lors de l'attaque. Il s'est ensuite installé dans une base militaire à Bissalanca

(périphérie nord), d'où il s'est exprimé devant quelques journalistes, sans blessure apparente.

Selon les sources militaires, l'état-major a été attaqué vers 06h30 locales (et GMT) par un groupe de soldats qui ont tiré en l'air pendant une demi-heure environ. Des tirs ont également été entendus vers 10h30 mais, depuis, le calme régnait à Bissau où hier était jour férié. Quelques commerces qui avaient ouvert hier matin ont fermé en début d'après-midi.

Ces événements ont précédé le déploiement de militaires en armes dans la capitale, a constaté un journaliste de l'AFP, alors que le président bissau-guinéen, Malam Bacai Sanha, élu en 2009, est actuellement en séjour médical en France.

Les militaires qui ont pris la rue, issus de diverses unités, ont érigé des barrières dans certains endroits et interdit l'accès à l'état-major.

Le Premier ministre, Carlos Gomes Junior, s'est temporairement réfugié à l'ambassade d'Angola,

après que des militaires se furent rendus à son domicile, situé en face de la représentation diplomatique, selon deux de ses proches et une source diplomatique non angolaise.

Il a regagné son domicile en milieu de journée, a indiqué un membre de sa famille à l'AFP.

Un militaire présenté comme un des dirigeants des soldats descendus dans la rue a affirmé à l'AFP qu'ils réclamaient une augmentation salariale. «Nous n'avons aucune intention de nous en prendre à l'Etat», a affirmé ce militaire, selon lequel le gouvernement a procédé en novembre à une augmentation salariale «pour permettre de passer une bonne fête de Noël», mais qui n'a profité qu'à une poignée de militaires. «Les officiers supérieurs ont eu une grande part et nous, soldats, n'avons eu qu'une légère augmentation. (...) En plus, nous vivons dans des conditions inhumaines dans les casernes, alors que nos chefs ont un train de vie de bourgeois», a-t-il dit.

## CORÉE DU NORD

## Le fils aîné de Kim Jong-Il à Pékin sous protection chinoise

**Le fils aîné du dirigeant défunt de la Corée du Nord Kim Jong-Il est arrivé à Pékin et placé sous protection chinoise, a rapporté hier l'agence de presse sud-coréenne Yonhap.**

D'après Yonhap, citant une source bien informée des activités de Kim Jong-Nam, le fils aîné a débarqué à Pékin depuis Macao il y a quelques jours et a été «placé sous protection chinoise». Il ne semblait y avoir aucune certitude quant à la participation de Kim Jong-Nam aux obsèques de son père, prévues mercredi dans la capitale nord-coréenne, Pyongyang.

Kim Jong-Nam, 40 ans, mène depuis une décennie une existence luxueuse entre Macao, où il possède une villa, Pékin, où il a une maison,

et Bangkok, Moscou et l'Europe où il effectue des voyages réguliers. Au milieu et à la fin des années 1990, il était pressenti comme favori pour succéder à son père à la tête de la Corée du Nord. Nommé général, il a dirigé à l'époque le service de contre-espionnage de la police secrète du régime, entre autres postes stratégiques. Mais son entrée avortée au Japon sous un faux passeport, avec deux femmes et son fils, soi-disant pour aller à Disneyland, a créé un retentissant scandale en 2001. L'affaire aurait enragé son père qui lui aurait dénié tout nouveau poste de responsabilité, Jong-Nam finissant par quitter le pays. Sa localisation fait l'objet de spéculations depuis l'annonce de la mort de Kim Jong-Il, le 19 décembre, et la désignation de son demi-frère, Kim Jong-Un, plus jeune d'une dizaine d'années, pour succéder à

leur père. «Il va par-ci par-là, c'est difficile de savoir où il est», explique Ricardo Pinto, du magazine *Closer à Macao*. Marié, père de deux enfants et se disant indifférent à la politique, Kim Jong-Nam avait critiqué le système dynastique de succession instauré en Corée du Nord depuis la fondation du pays par son grand-père, Kim Il-Sung, dans une interview donnée en janvier 2011 à un journal japonais.

«Il n'y a pas eu de succession par hérédité même pour le président chinois Mao Zedong. Cela ne correspond pas au socialisme et mon père était contre», avait-il affirmé.

Il avait toutefois dit comprendre la logique de cette décision au nom de la stabilité du pays, déclarant : «L'instabilité de la Corée du Nord conduirait à l'instabilité de la région.»

## RUSSIE

### Le Kremlin remplace le chef du renseignement militaire russe

Le Kremlin a remplacé hier le chef du renseignement militaire russe (GRU), qui a supervisé une large restructuration de cette puissante institution, a annoncé hier le ministère de la Défense.

«Le général Igor Sergoun a été nommé chef de GRU par décret du Kremlin», a déclaré un porte-parole du ministère à l'AFP sans plus de détails.

Le général Sergoun remplace Alexandre Chliakhtourov, 63 ans qui a procédé depuis sa nomination en 2009 à une profonde réorganisation de cette organe, dont le fonctionnement est l'un des secrets les mieux gardés en Russie.

Aucune information biographique n'a d'ailleurs été donnée sur le nouveau patron du renseignement militaire russe.

Selon l'agence Ria Novosti, qui cite un responsable du ministère de la Défense, Alexandre Chliakhtourov, a atteint l'âge de la retraite et aucune autre raison pour son départ n'a été invoquée.

La presse russe écrivait en septembre qu'il était sur le point de démissionner après avoir réduit de plus d'un millier le nombre d'officiers dans le cadre d'une réorganisation des services.

Cette réforme, qui a vu le nombre de généraux passer de plus d'une centaine à vingt, a suscité des remous au sein du GRU. Créée sous le régime bolchevique en 1918, la Direction générale des renseignements (GRU) de l'état-major des forces armées russes a toujours été considérée comme une structure rivale du KGB, les services secrets de l'URSS.